

RÉSULTATS ANNUELS

AU 31 DÉCEMBRE 2025

COMPTES CONSOLIDÉS



Bilan Actif (en milliers de Dirhams)	31/12/2025	31/12/2024
Écart d'acquisition	2 271 313	12 842
Immobilisations en non-valeur	0	0
Immobilisations incorporelles	2 540	1 244
Immobilisations corporelles	1 563 616	715 421
Immobilisations financières	14 453	10 358
Titres mis en équivalence	0	0
Impôt différés Actif	0	0
ACTIF IMMOBILISÉ	3 851 922	739 865
Stocks	1 868 837	1 736 655
Clients et comptes rattachés	5 958 248	3 961 594
Autres débiteurs	1 768 518	1 414 277
Autres comptes d'actifs et de régularisation	67 404	58 681
Titres de placement	229 519	120 945
ACTIF D'EXPLOITATION	9 892 526	7 292 152
Trésorerie	1 925 788	621 723
TRÉSORERIE	1 925 788	621 723
TOTAL ACTIF	15 670 237	8 653 740

Bilan Passif (en milliers de Dirhams)	31/12/2025	31/12/2024
Capital social	346 743	316 399
Primes liées au capital	2 651 372	481 717
Réserves consolidées	593 958	441 293
Résultat consolidé	952 053	521 810
Capitaux Propres Part Groupe	4 544 126	1 761 218
Réserves minoritaires	130 433	862
Résultat minoritaires	209 112	5 472
Parts minoritaires	339 545	6 334
TOTAL CAPITAUX PROPRES	4 883 671	1 767 552
Provisions pour risques et charges durables	2 154	977
Dettes et emprunts	1 200 954	807 838
DETTES ET EMPRUNTS	1 203 109	808 814
Fournisseurs et comptes rattachés	4 922 209	3 589 284
Autres créanciers	2 987 566	1 809 840
Autres dettes du passif circulant	74 487	32 003
Impôt différés	91 608	38 320
PASSIF CIRCULANT	8 075 870	5 469 446
Trésorerie	1 507 587	607 927
TRÉSORERIE	1 507 587	607 927
TOTAL PASSIF	15 670 237	8 653 740

Compte de Produits et Charges (hors taxes) (en milliers de dirhams)	31/12/2025	31/12/2024
Chiffre d'affaires	11 931 188	7 596 821
Autres produits d'exploitation	387 715	457 754
Reprise d'exploitation	63 098	15 899
PRODUIT D'EXPLOITATION	12 382 000	8 070 475
Coût des biens et services vendus	7 230 184	5 444 131
Autres charges externes	770 399	337 867
Impôts et taxes	35 291	10 265
Charges de personnel	1 704 475	1 077 703
Autres charges d'exploitation	2 732	7 716
CHARGES D'EXPLOITATION	9 743 081	6 877 681
RÉSULTAT OPERATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT	2 638 919	1 192 794
Dotation d'exploitation (hors écarts d'acquisition)	379 628	279 310
RÉSULTAT OPERATIONNEL	2 259 291	913 484
Produit financiers	45 958	5 735
Charges financiers	152 583	84 960
Autres charges et produit non courants	-33 252	-80 767
RÉSULTAT AVANT IMPOT	2 119 415	753 492
QP résultat sociétés mises en équivalence	0	0
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	122 460	3 414
Impôt sur les résultats	-801 426	-210 298
Impôt différés	-34 364	-12 499
Résultat Net	1 161 165	527 281
Dont part du groupe	952 053	521 810
Dont part minoritaire	209 112	5 472
Résultat par action	27,5	16,5

Tableau de Flux de Trésorerie Consolidé (en milliers de Dirhams)	31/12/2025	31/12/2024
Résultat net des sociétés intégrées	1 161 066	527 281
Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :	0	0
Dotations Nettes aux Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	383 590	158 100
Dotations Nettes aux provisions durables pour risques et charges	40 031	1 007
Dotations Nettes aux amortissements des écarts d'acquisition	0	0
Variation des impôts différés	34 307	12 499
VNC des éléments d'actifs cédés	143 625	59 560
Prix de cession des immobilisations	-154 869	-61 584
Bénéfice opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	1 607 751	696 863
Variation des créances de l'actif circulant	23 490	-680 142
Variation des stocks nets	-393 802	-442 623
Variation des dettes du passif circulant	499 792	1 189 965
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	129 481	67 200
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS OPERATIONNELLES	1 737 231	764 063
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-3 080	-862
Acquisition d'immobilisations corporelles	-342 828	-141 961
Acquisition d'immobilisations financières	22 549	-9 262
Cession d'immobilisations financières	3 199	16 146
Prix de cession des immobilisations	154 254	61 584
Incidence des variations de périmètre	-2 375 098	0
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-2 541 004	-74 355
Augmentation de capital	0	0
Réduction du capital	0	0
Souscription/Remboursement d'emprunts	1 873 471	-138 079
Dividendes versés	-409 802	-240 300
Augmentation des dettes de financement	22 606	463 781
Variation des concours bancaires	850 369	123 394
FLUX DE TRÉSORERIE NET UTILISÉS DANS LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	2 336 644	208 796
VARIATION NETTE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 532 871	898 504
TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	483 209	-416 263
TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	2 015 875	483 209
INCIDENCE DES VARIATIONS DES MONNAIES ÉTRANGÈRES	-206	968

Rapport Financier Annuel 2025

Le Rapport Financier Annuel comprenant le jeu complet des états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2025, établi conformément aux normes internationales est à votre disposition sur le site internet de la société : <https://tgcc.ma/informations-financieres/>

Ce jeu complet comprend l'état de la situation financière consolidé, les états du résultat et du résultat global consolidés, l'état de flux de trésorerie consolidé ainsi que l'état de la variation des capitaux propres consolidés et des notes annexes détaillées.

Contact communication financière

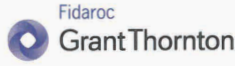
Fatima-Zahra Bouzoubaa - Directeur administratif & financier - investors@tgcc.ma +212 522 23 88 93 / 94 / 95

RÉSULTATS ANNUELS

AU 31 DÉCEMBRE 2025

COMPTES CONSOLIDÉS

TGCC
CONSTRUISONS ENSEMBLE



Aux Actionnaires de la société
Travaux Généraux de Construction de Casablanca S.A (TGCC)
4, Rue De L'Imam Mouslim,
Oasis, Casablanca 20100.

Rapport des commissaires aux comptes sur les états de synthèse consolidés Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société TGCC et de ses filiales (le « groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2025, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 4.883.671 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.161.165.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Question clé de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble

et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risques identifiés	Nos réponses
Stocks de travaux en cours : Les stocks de travaux en cours sont, conformément à la note 3 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux méthodes et règles d'évaluation, évalués sur la base de projets de décomptes établis à la clôture de l'exercice avec une neutralisation de la marge. La couverture du risque de dépréciation de ces stocks implique le recours au jugement de la direction en matière d'identification des projets constituant des risques de pertes actuelles ou prévisibles. Nous avons considéré que la valorisation des stocks de travaux est un point clé d'audit, compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse, de la complexité d'évaluation et du niveau de jugement requis par la Direction pour le provisionnement des pertes éventuelles.	Nos travaux effectués correspondent principalement aux procédures d'audit suivantes : Revue et appréciation des méthodes, des principes appliqués par la direction pour l'évaluation des stocks travaux au 31 décembre, compte tenu des améliorations introduites cette année par la société ; Examen, à partir d'entretiens avec la Direction, des stocks travaux en cours faisant l'objet de retards de facturation ; Tests, par sondages, portant sur l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
Dépréciation des créances-clients : Comme rappelé à la note 3 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux méthodes et règles d'évaluation, les créances clients constituent un point clé d'audit en raison, d'une part, de leur importance significative dans les états financiers et d'autre part, du niveau de jugement requis par la Direction pour l'évaluation du caractère recouvrable de ces créances à la clôture de l'exercice.	Nos travaux ont consisté principalement à : - L'analyse de l'antériorité des créances clients notamment à travers l'exploitation de la balance âgée ; - La vérification, sur la base d'entretiens avec la Direction, du caractère raisonnable des données sur lesquelles se fonde le provisionnement des créances clients ; - La réalisation de tests, sur la base d'un échantillon, des créances clients pour statuer sur l'antériorité de ces créances ; L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues ; - La revue du sort et de l'avancement des procédures litigieuses ou contentieuses relatives à des créances impayées.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
7 Bd. Dr. El Bachaï, Casablanca
Tél : 05 22 54 22 00 - Fax : 05 22 29 98 70

Faïçal MEKOUAR
Associé

HDID & ASSOCIÉS

HDID & ASSOCIÉS
Mohamed HDID
Associé Gérant

RÉSULTATS ANNUELS

AU 31 DÉCEMBRE 2025

COMPTES SOCIAUX



Bilan Actif

(En dirhams)	31-déc-25			31-déc-24
	Brut	Amortissement	Net	Net
Immobilisations en non valeur (A)	10 000 000,00	10 000 000,00		3 463 283,33
Frais préliminaires				129 950,00
Charges à répartir sur plusieurs exercices	10 000 000,00	10 000 000,00		3 333 333,33
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles (B)	8 708 345,36	7 525 034,57	1 183 310,79	957 532,80
Immobilisations en recherche et développement				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	8 708 345,36	7 525 034,57	1 183 310,79	957 532,80
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles (C)	606 459 771,86	346 725 376,69	259 734 395,17	170 466 009,52
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage	554 062 768,96	311 706 658,26	242 356 110,70	151 033 249,36
Matériel de transport	4 026 187,76	3 687 410,66	338 777,10	298 730,44
Mobilier de bureau, aménagements divers	48 370 815,14	31 331 307,77	17 039 507,37	19 134 029,72
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours				
Immobilisations financières (D)	2 687 177 844,71	72 631 528,49	2 614 546 316,22	69 304 291,42
Prêts immobilisés	221 000,00		221 000,00	119 024,00
Autres créances financières	11 636 058,49		11 636 058,49	7 205 095,49
Titres de participation	2 675 320 786,22	72 631 528,49	2 602 689 257,73	61 980 171,93
Autres titres immobilisés				
Écart de conversion - Actif (E)				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentation des dettes financières				
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 312 345 961,93	436 881 939,75	2 875 464 022,18	244 191 117,07
Stocks (F)	1 284 297 172,89		1 284 297 172,89	1 332 686 261,59
Marchandises				
Matières et fournitures consommables	41 973 418,71		41 973 418,71	63 854 407,43
Produits en cours	1 242 323 754,18		1 242 323 754,18	1 268 831 854,16
Produits intermédiaires et résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant (G)	5 805 610 364,26	373 363 494,38	5 432 246 869,88	4 500 743 585,19
Fournisseurs débiteurs, avances & acomptes	447 337 807,05		447 337 807,05	392 294 753,27
Clients et comptes rattachés	4 395 836 613,94	363 636 384,43	4 032 200 229,51	3 210 578 666,63
Personnel	818 488,57		818 488,57	501 670,02
État	597 771 036,70		597 771 036,70	685 971 890,23
Compte d'associés				
Autres débiteurs	322 963 892,31	9 727 109,95	313 236 782,36	178 907 671,42
Comptes de régularisation actif	40 882 525,69		40 882 525,69	32 488 933,62
Titres et valeurs de placement (H)	715,00		715,00	106 432 353,47
Écarts de conversion actif (I) [Éléments circulants]	326 101,72		326 101,72	165 484,94
TOTAL II (F+G+H+I)	7 090 234 353,87	373 363 494,38	6 716 870 859,49	5 940 027 685,19
Trésorerie-Actif	1 108 891 742,25		1 108 891 742,25	474 341 559,55
Chèques et valeurs à encaisser				
Banques, T G et C C P	1 108 633 469,91		1 108 633 469,91	474 155 853,98
Caisses, Régies d'avances et accreditifs	258 272,34		258 272,34	185 705,57
TOTAL III	1 108 891 742,25		1 108 891 742,25	474 341 559,55
TOTAL GÉNÉRAL	11 511 472 058,05	810 245 434,13	10 701 226 623,92	6 658 560 361,81

Bilan Passif

(En dirhams)	31-déc-25	31-déc-24
	CAPITAUX PROPRES	3 968 760 742,38
Capital social ou personnel (1)	346 743 320,00	316 398 500,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	346 743 320,00	316 398 500,00
dont versé	346 743 320,00	316 398 500,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	2 651 371 739,19	481 717 109,19
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	31 639 850,00	31 639 850,00
Autres réserves	397 400,13	397 400,13
Report à nouveau (2)	220 980 973,15	199 045 488,51
Résultats nets en instance d'affectation (2)		
Résultat net de l'exercice (2)	717 627 459,91	420 690 302,64
Total des capitaux propres (A)	3 968 760 742,38	1 449 888 650,47
Capitaux propres assimilés (B)		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	366 922 682,55	494 448 363,79
Emprunts obligataires	337 500 000,00	450 000 000,00
Autres dettes de financement	29 422 682,55	44 448 363,79
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Écart de conversion - Passif (E)		
Augmentation de créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A + B + C + D + E)	4 335 683 424,93	1 944 337 014,26
Dettes du passif circulant (F)	5 352 401 048,91	4 205 715 828,98
Fournisseurs et comptes rattachés	3 722 174 823,14	3 071 336 284,30
Clients créditeurs, avances et acomptes	955 722 274,91	677 071 771,83
Personnel	57 801 276,73	60 744 143,09
Organismes sociaux	34 455 077,99	20 428 633,35
État	568 335 461,37	358 161 703,46
Comptes d'associés		
Autres créanciers	88 152,78	89 612,78
Comptes de régularisation - passif	13 823 981,99	17 883 680,17
Autres provisions pour risques et charges (G)	51 427 291,96	11 424 651,41
Écarts de conversion Passif (éléments circulants) (H)		
TOTAL II (F + G + H)	5 403 828 340,87	4 217 140 480,39
Trésorerie passif	961 714 858,12	497 082 867,16
Crédits d'escompte	15 342 197,00	
Crédits de trésorerie	925 000 000,00	330 000 000,00
Banques (Soldes créditeurs)	21 372 661,12	167 082 867,16
TOTAL III	961 714 858,12	497 082 867,16
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	10 701 226 623,92	6 658 560 361,81

(1) Capital personnel débiteur
(2) Bénéficiaire (+), déficitaire (-)

Compte de produits et charges (hors taxes)

	(En dirhams)	Exercice du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025			
		OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
I Produits d'exploitation	7 538 404 287,50			7 538 404 287,50	6 986 145 794,46
Ventes de marchandises (en l'état)					
Ventes de biens et services produits	7 473 647 851,20			7 473 647 851,20	6 608 281 599,17
Chiffre d'affaires	7 473 647 851,20			7 473 647 851,20	6 608 281 599,17
Variation de stocks de produits (+ ou -) (1)	-26 508 099,98			-26 508 099,98	345 063 335,94
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même					
Subventions d'exploitation					
Autres produits d'exploitation					
Reprises d'exploitation : transferts de charges	91 264 536,28			91 264 536,28	32 800 859,35
TOTAL I	7 538 404 287,50			7 538 404 287,50	6 986 145 794,46
II Charges d'exploitation	6 340 986 307,99	1 003 319,21		6 341 989 627,20	6 307 253 663,11
Achats revendus (2) de marchandises					1 384,15
Achats consommés (2) de matières et fournitures	4 572 584 177,75			4 572 584 177,75	4 903 771 099,31
Autres charges externes	507 893 089,72	818 272,53		508 711 362,25	300 692 463,27
Impôts et taxes	11 123 242,13			11 123 242,13	3 896 657,69
Charges de personnel	1 011 249 311,67	185 046,68		1 011 434 358,35	891 393 172,90
Autres charges d'exploitation	19 086 562,93			19 086 562,93	11 560 636,05
Dotations d'exploitation	219 049 923,79			219 049 923,79	195 938 249,74
TOTAL II	6 340 986 307,99	1 003 319,21		6 341 989 627,20	6 307 253 663,11
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 197 417 979,51	-1 003 319,21		1 196 414 660,30	678 892 131,35
IV Produits financiers	88 171 312,24			88 171 312,24	35 645 826,50
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	80 039 835,73			80 039 835,73	30 879 264,95
Gains de change	233 537,18			233 537,18	86 029,25
Intérêts et autres produits financiers	7 732 454,39			7 732 454,39	4 655 637,23
Reprises financières : transferts de charges	165 484,94			165 484,94	24 895,07
TOTAL IV	88 171 312,24			88 171 312,24	35 645 826,50
V Charges financières	83 100 555,82			83 100 555,82	59 147 602,77
Charges d'intérêts	67 860 771,52			67 860 771,52	56 622 083,74
Pertes de change	649 616,00			649 616,00	2 360 034,09
Autres charges financières					
Dotations financières	14 590 168,30			14 590 168,30	165 484,94
TOTAL V	83 100 555,82			83 100 555,82	59 147 602,77
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV - V)	5 070 756,42			5 070 756,42	-23 501 776,27

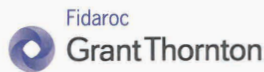
Compte de produits et charges (hors taxes) Suite

	(En dirhams)	Exercice du 1 janvier 2025 au 31 décembre 2025			
		OPÉRATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE	TOTALS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT
		Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)		
VII RÉSULTAT COURANT (III + VI)	1 202 488 735,93	-1 003 319,21		1 201 485 416,72	655 390 355,08
VIII PRODUITS NON COURANTS	121 462 183,09	9 240,67		121 471 423,76	58 433 106,29
Produits de cessions d'immobilisations	111 747 270,40			111 747 270,40	56 365 407,73
Subvention d'équilibre					
Reprises sur subventions d'investissement					
Autres produits non courants	9 714 912,69	9 240,67		9 724 153,36	2 067 698,56
Reprises non courantes : transferts de charges					
TOTAL VIII	121 462 183,09	9 240,67		121 471 423,76	58 433 106,29
IX CHARGES NON COURANTES	153 630 002,57			153 630 002,57	130 564 242,73
Valeurs nettes d'amortissement des immobilisations cédées	102 751 813,15			102 751 813,15	53 440 676,37
Subventions accordées					
Autres charges non courantes	50 878 189,42			50 878 189,42	77 123 566,36
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions					
TOTAL IX	153 630 002,57			153 630 002,57	130 564 242,73
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII - IX)	-32 167 819,48	9 240,67		-32 158 578,81	-72 131 136,44
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII + ou - X)	1 170 320 916,45	-994 078,54		1 169 326 837,91	583 259 218,64
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	451 699 378,00			451 699 378,00	162 568 916,00
XIII RÉSULTAT NET (XI - XII)	718 621 538,45	-994 078,54		717 627 459,91	420 690 302,64
XIV TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)	7 748 037 782,83	9 240,67		7 748 047 023,50	7 080 224 727,25
XV TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)	7 029 416 244,38	1 003 319,21		7 030 419 563,59	6 659 534 424,61
XVI RÉSULTAT NET (total produits - total charges)	718 621 538,45	-994 078,54		717 627 459,91	420 690 302,64

1) Variation de stock : Stock final - Stock initial : Augmentation(+); Diminution(-)
2) Achats revendus ou achats consommés : Achats - variation de stock.

RÉSULTATS ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2025

COMPTES SOCIAUX



Aux Actionnaires de la société
Travaux Généraux de Construction de Casablanca S.A
4, Rue de L'Imam Mouslim,
Oasis, Casablanca 20100.

Rapport Général des commissaires aux comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Société TRAVAUX GENERAUX DE CONSTRUCTION DE CASABLANCA S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2025, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 3.968.760.742,38 dont un bénéfice net de MAD 717.627.459,91.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société TRAVAUX GENERAUX DE CONSTRUCTION DE CASABLANCA S.A au 31 décembre 2025 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Risques identifiés	Nos réponses
Titres de participation : Au 31 décembre 2025, les titres de participation dégagent une valeur nette de KMAD 2.602.689. Ces titres sont, conformément à la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise, comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une appréciation à chaque clôture afin d'identifier l'existence d'éventuels indices de perte de valeur. Le cas échéant, la dépréciation est déterminée sur la base de la valeur d'utilité des entités concernées, appréciée notamment à partir de leur situation nette, ainsi que des perspectives de rentabilité future, ce qui implique le recours à des jugements significatifs de la Direction. Compte tenu de l'importance du solde, des opérations intervenues au cours de l'exercice et du niveau de jugement requis pour l'évaluation des pertes de valeur éventuelles, nous avons considéré la valorisation des titres de participation comme un point clé d'audit.	Nos travaux ont principalement consisté à : <ul style="list-style-type: none">- Examiner les acquisitions et opérations sur capital intervenues au cours de l'exercice, en rapprochant les montants comptabilisés avec les documents juridiques sous-jacents (contrats, procès-verbaux, statuts) ;- Prendre connaissance et apprécier les principes et méthodes retenus par la Direction pour l'évaluation des titres de participation à la clôture de l'exercice ;- Apprécier la pertinence de l'analyse réalisée par la Direction quant à l'identification d'indices de perte de valeur ;- Examiner les éléments utilisés pour la détermination des valeurs d'utilité, notamment les situations nettes des entités concernées, ainsi que, le cas échéant, les perspectives de rentabilité retenues ;
Stocks de travaux en cours : Au 31 décembre 2025, le solde des stocks de travaux en cours s'élève à KMAD 1.242.324. Ces stocks sont, conformément à la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise, évalués sur la base de projets de décomptes établis à la clôture de l'exercice avec une neutralisation de la marge. La couverture du risque de dépréciation de ces stocks implique le recours au jugement de la direction en matière d'identification des projets constituant des risques de pertes actuelles ou prévisibles.	Nos travaux effectués correspondent principalement aux procédures d'audit suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Revue et appréciation des méthodes, des principes appliqués par la direction pour l'évaluation des stocks travaux au 31 décembre, compte tenu des améliorations qui ont été introduites par la société ;- Examen, à partir d'entretiens avec la Direction, des stocks travaux en cours faisant l'objet de retards de facturation ;- Tests, par sondages, portant sur l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.

Nous avons considéré que la valorisation des stocks de travaux est un point clé d'audit, compte tenu de l'importance de ce poste dans les états de synthèse, de la complexité d'évaluation et du niveau de jugement requis par la Direction pour le provisionnement des pertes éventuelles.

Dépréciation des créances-clients :
Au 31 décembre 2025, les créances clients dégagent une valeur nette de KMAD 4.032.200. Comme rappelé à la note A1 de l'état des informations complémentaires (ETIC) relative aux Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise, la couverture du risque de perte sur les créances anciennes implique le recours au jugement de la Direction en matière d'identification des créances présentant des indices de défaut ainsi que l'évaluation du montant des provisions à comptabiliser. Les créances clients constituent un point clé d'audit en raison, d'une part, de leur importance significative dans les états financiers et d'autre part, du niveau de jugement requis par la Direction pour l'évaluation du caractère recouvrable de ces créances à la clôture de l'exercice.

Nos travaux ont consisté principalement à :

- L'analyse de l'antériorité des créances clients notamment à travers l'exploitation de la balance âgée ;
- La vérification, sur la base d'entretiens avec la Direction, du caractère raisonnable des données sur lesquelles se fonde le provisionnement des créances clients ;
- La réalisation de tests, sur la base d'un échantillon, des créances clients pour statuer sur l'antériorité de ces créances ;
- L'analyse des paiements reçus après la date de clôture pour les créances clients échues.
- La revue du sort et de l'avancement des procédures litigieuses ou contentieuses relatives à des créances impayées.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 sur les sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, nous portons à votre connaissance que la société TRAVAUX GENERAUX DE CONSTRUCTION DE CASABLANCA S.A a procédé au cours de l'exercice 2025 aux opérations suivantes :

- L'acquisition de 60 % du capital de la société STAM, pour un montant de KMAD 2.499.000,
- La création de la société TGCC Middle East, détenue à 100 % pour un capital de KMAD 1.366.

Casablanca, le 28 avril 2026

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre de la Fédération Française
des Comptables et Contrôleurs
7 Bd. du Maroc - Casablanca
Tel : 05 22 54 85 00 - Fax : 05 22 29 56 70

Faiçal MEKOUAR
Associé

HDID & ASSOCIÉS

